Document généré le 11 mai 2024 05:52

Liberté

Délire d'orphelins autour d'une langue (bien peu) maternelle

Réjean Beaudoin

Volume 34, numéro 5 (203), octobre 1992

URI : https://id.erudit.org/iderudit/31426ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Beaudoin, R. (1992). Compte rendu de [Délire d'orphelins autour d'une langue (bien peu) maternelle]. *Liberté*, *34*(5), 136–144.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE

RÉJEAN BEAUDOIN

DÉLIRE D'ORPHELINS AUTOUR D'UNE LANGUE (BIEN PEU) MATERNELLE

Nous sommes d'une race qui pleurniche après le giron et le sein.

Pierre Turgeon,
Faire sa mort comme faire l'amour

Il y a des questions qui ne passent pas, qui ne veulent pas du tout se laisser résoudre. À peine les reformule-t-on d'une génération à l'autre dans des termes tout juste rafraîchis. Encore heureux quand on évite de répéter trop lourdement ceux qui, un siècle auparavant, s'étaient cassé le nez sur le même écueil. La société et la littérature québécoise sortiront-elles un jour de la controverse linguistique? Le rapport d'un peuple à sa langue n'est jamais chose simple et l'histoire a partout mis des siècles d'efforts et parfois de luttes à produire ce résultat qu'on tient trop facilement pour acquis et qu'on appelle une langue nationale. Cette constatation, énoncée du point de vue de Sirius, est une bien maigre consolation pour les locuteurs et les lecteurs réels d'une population aussi distincte qu'on voudra, mais qui n'est toujours pas arrivée, après avoir traversé quatre siècles d'histoire, à s'entendre sur la langue qu'elle utilise et à se donner une politique à la fois praticable et non suicidaire sur un problème aussi vital.

Une langue vivante dans toutes les ressources de son expression et libre dans sa façon de modeler une expérience du monde est-elle la pré-condition ou l'effet nécessaire de l'institutionnalisation de la pratique littéraire? L'existence même d'une littérature originale est-elle concevable sans une juridiction souveraine en matière linguistique? La critique littéraire québécoise est-elle le fait d'une caste inféodée aux modes théoriques parisiennes? Quelle est la place qui doit revenir à la norme française dans la langue parlée, écrite et enseignée au Québec? Peut-on en même temps soumettre l'enseignement et la culture de masse à une pédagogie mollement inspirée des théories de la communication et espérer former ainsi de nouvelles générations aptes à relever les défis adressés à l'esprit critique par le monde contemporain? Toutes ces questions se sont trouvées récemment au cœur d'essais (de Noël Audet, Jean Larose, Jacques Allard) qui ont largement défrayé l'actualité littéraire. Or, cette actualité dure depuis au moins un siècle, si j'en crois le livre instructif que Marie-Andrée Beaudet a consacré aux positions suscitées par des interrogations similaires au cours de la période qui va de la fondation de l'École littéraire de Montréal à la publication de *Maria Chapdelaine*.

Langue et littérature au Québec (1895-1914)[1] nous plonge au milieu d'une période passionnante et fertile en coups de griffes bien sentis. La polémique semble convenir parfaitement aux mœurs littéraires de l'époque. Il s'agit bien de l'apparition d'un discours critique «indigène» dans un contexte où les enjeux de la littérature dite canadienne-française sont encore mal distingués de la triade religion-langue-nation. Au milieu de la mêlée, deux nouveaux intervenants collectifs vont peser d'une façon durable sur toute la conjoncture qui s'étend jusqu'aux lendemains du régionalisme, c'est-à-dire presque à la veille de la Deuxième Guerre mondiale: l'École littéraire de Montréal (fondée en

1. Montréal, l'Hexagone, «Essais littéraires», 1991.

1895) et la Société du parler français au Canada (fondée en 1901). Après les nombreux cris d'alarme sur la qualité du français canadien, avertissements qui retentissent tout au long de la seconde moitié du XIXe siècle (d'Octave Crémazie jusqu'à Arthur Buies), ces deux groupes vont publiquement mettre en œuvre des stratégies diverses pour promouvoir la langue et la littérature nationales.

Ce qui est évidemment frappant, c'est la divergence initiale des deux groupes qui prennent naissance au tournant du siècle. Alors que les jeunes citadins de bonne famille de l'École littéraire vont s'imposer la lecture du dictionnaire et orchestrer quelques beaux coups de publicité au profit de la poésie moderne (dont Nelligan sera parmi les premiers et les plus grands bénéficiaires), les membres de la Société du parler français seront des notables et des clercs préoccupés de restaurer la pureté «classique» de notre vieille parlure campagnarde. Profitant du soutien matériel et du prestige de l'université Laval, l'influence de la Société (portée par un puissant réseau culturel et éditorial) sera surtout relayée par l'entreprise critique de Mgr Camille Roy. Celui-ci est bien sûr la figure dominante de la scène littéraire canadienne-française en instance d'autonomisation, mais d'autres voix personnelles se font entendre, quoiqu'avec moins de retentissement: Louis Dantin, Charles ab der Halden, Jules Fournier, Olivar Asselin, Marcel Dugas prennent activement part au débat. La polarisation de la discussion est évidente et rejoint le divorce de la ville et de la campagne, de la modernité et de la tradition, de l'écrit et de l'oral, bref de la culture et de la nature, conflit sous-jacent à toute la production littéraire de l'époque.

Marie-Andrée Beaudet met à profit une documentation impressionnante qu'elle sait utiliser sans alourdir son texte pour restituer les arguments en présence avec toute la lisibilité souhaitable. Elle ne néglige pas non plus les apports des travaux les plus récents qui ont éclairé sous de nou-

veaux aspects plusieurs éléments de son dossier. On peut s'étonner de son silence sur tel ou tel auteur, comme Edmond de Nevers ou Jules-Paul Tardivel, tous deux d'une importance comparable à ceux qu'elle a choisi d'étudier de plus près. L'ouvrage se situe dans la perspective théorique des analyses de l'institution littéraire, à la suite des travaux de Pierre Bourdieu. C'est certainement une excellente contribution à la connaissance de cette période cruciale qui voit s'intensifier les efforts en vue de la constitution du champ littéraire québécois. Il m'est arrivé de souhaiter que l'essayiste marque davantage l'incroyable récurrence et l'épuisante exaspération de son sujet, mais il faut peut-être lui savoir gré d'avoir laissé ce soin au lecteur. Il me semble, en effet, que nous avons bien peu ajouté aux réflexions de nos aînés sur ce chapitre, et qu'au-delà des aléas de la conjoncture, nous n'avons réussi qu'à surcharger la question d'ornements terminologiques et de nuances byzantines. Si nous ne nous interrogeons plus sur l'existence de la littérature québécoise (Jules Fournier et Olivar Asselin niaient énergiquement celle de la littérature canadienne-française), par contre, nous n'arrivons toujours pas à nous approprier de plein droit la littérature française dans l'écriture, à la télévision et dans les programmes d'enseignement. La période retenue — une vingtaine d'années charnières entre le XIXe et le XXe siècle — se justifie parfaitement comme objet d'étude, mais Marie-Andrée Beaudet aurait pu faire ressortir davantage les déterminations à long terme qui plongent au cœur de la plus brûlante actualité.

La question de la langue, telle qu'elle se pose au centre de la controverse du début du siècle, est liée à celle de la «nationalisation» de la littérature canadienne-française. Le mot, sinon l'idée[2], appartient à Camille Roy, qui en fait le

2. Rien de neuf dans cette visée, qui s'inscrit dans le plus pur fil des doctrines littéraires de l'abbé Henri-Raymond Casgrain et de ses disciples de 1860.

sujet d'une très célèbre conférence prononcée en 1904 devant la Société du parler français («La Nationalisation de la littérature canadienne»). Le conférencier y formule tous les points essentiels du programme de légitimation des œuvres locales, mieux connu sous l'appellation de régionalisme. Ce texte fondateur traduit en termes de pratique littéraire les principes linguistiques de l'entreprise corrective de la Société du parler français. Pour celle-ci, il s'agissait d'établir les règles du canadianisme de bon aloi à l'intérieur d'une norme qui resterait cependant française, opération délicate à plusieurs titres puisque la société canadienne ne disposait d'aucune instance régulière pour infléchir ou pour redéfinir la norme en ce sens. La littérature nationale, par la valeur de ses œuvres à venir, est donc appelée à remplir ce rôle d'autolégitimation nécessaire. En clair, la langue française du Canada, déjà méprisée et menacée d'isolement fatal en sol nord-américain, est mise en position de régression sélective par rapport au code linguistique français, ce qui revient à accentuer sa marginalisation dans le monde francophone. Qu'on ne s'y méprenne pas, cette revendication de la différence n'est pas vue comme un retrait, comme une perte, mais comme un refus traditionnel de la France post-révolutionnaire. La sélection régionaliste joue d'abord sur l'axe historique: le parler français en question sera celui du Grand Siècle et de la littérature classique. Comme s'il y avait quelque lien consubstantiel, inaperçu de l'Académie française, entre la langue de Phèdre et celle de Jos Violon! C'est véritablement le monde à l'envers qui préside à ce discours, au terme duquel le peuple rural est promu détenteur d'une pureté et d'une vérité langagières devant lesquelles les écrivains n'ont plus qu'à s'incliner pour les conserver et les reproduire. Marie-Andrée Beaudet décrit les objectifs de la Société du parler français comme un effort d'«apporter un supplément canadien à la norme française». Ce qui est en jeu, c'est en somme le désir de replonger l'écriture aux sources de l'oralité, mais en gommant com-

plètement le point de départ de toute la réflexion, qui était justement la médiocrité avérée du parler canadien. Au lieu de se mordre la queue comme un honnête serpent, l'«indigénisme» préfère tenter de déjouer l'évolution d'une langue qu'il a oublié d'apprendre depuis le temps de la Conquête britannique.

Heureusement pour l'honneur de la pensée, de telles bêtises ne sont pas restées sans répliques, mais malheureusement pour la solution de l'imbroglio, ces répliques n'ont pu empêcher le délire des orphelins de triompher béatement. Le plus beau et le plus lucide de ces cris de protestation reste celui du journaliste Jules Fournier, le premier[3] à contester publiquement l'idéologie nationaliste ainsi transférée sur la théorie du champ littéraire québécois. Jeune et brillant prosateur, Fournier inscrit sa position dans le cadre d'une polémique avec le critique français Charles ab der Halden, l'un des premiers avocats de la littérature canadienne-française en France. Le nom de cet auteur d'origine alsacienne n'évoque plus pour nous qu'un assez pâle souvenir d'histoire littéraire, mais il jouissait alors d'une renommée certaine des deux côtés de l'Atlantique. La discussion prend la forme de quelques lettres ouvertes publiées en 1906 et 1907 dans la *Revue canadienne*, une trentaine de pages au total. Fournier vise des adversaires locaux à travers son correspondant européen, dans la mesure où l'intention instituante d'un Camille Roy ne peut évidemment que profiter d'une légitimité consacrée par le prestige du critique français. Le nerf de la guerre est de savoir si, oui ou non, on peut parler sans mystification d'une telle chose que la littérature canadienne-française.

3. Fournier, bien sûr, n'est pas sans prédécesseurs, mais dans le contexte particulier du début du XXe siècle et des nouveaux acteurs mieux adaptés aux circonstances changeantes de l'époque, la fermeté et l'énergie de son opposition méritent de faire date. Il précède et annonce d'ailleurs l'émergence d'une modernité qui s'exprimera chez la génération suivante, autour de la revue *Le Nigog* (1919).

Fournier soutient contre ab der Halden (qui venait de publier à Paris ses *Études de littérature canadienne-française*[4]) que cette littérature n'existe pas, notamment pour cause d'insuffisance linguistique. L'autre répond que la qualité du texte de Fournier dément éloquemment le raisonnement qu'il prétend fonder.

S'il est une chose qui m'a toujours paru relever de la plus pure évidence dans cet échange entre Fournier et ab der Halden, c'est bien la volonté, de la part du journaliste canadien, de rompre avec une certaine francophilie aliénante. L'aimable appréciation de l'homme de lettres français pour saluer les balbutiements de la muse canadienne est intolérable à Fournier, parce qu'il y sent une attitude paternaliste. Au fond, le Canadien se fait plus français que son interlocuteur pour lui reprocher d'avoir trahi la norme hexagonale par condescendance. Ainsi les rôles sont curieusement renversés et c'est le critique étranger qui se voit obligé de défendre l'existence problématique de la littérature canadienne. Au terme de l'explication, ab der Halden concède d'ailleurs l'essentiel de la joute à un «adversaire» dont il avoue presque partager les positions. Il ne lui reste plus qu'à admettre que l'épineuse littérature canadienne n'est tout au plus qu'un espoir légitime dont la réalisation appartient à l'avenir. Marie-Andrée Beaudet, à la suite de nombreux commentateurs, insiste avec raison sur la conduite paradoxale de Fournier. Quelques années après la mort de ce dernier paraissait en 1920 son *Anthologie des poètes canadiens*, livre qu'il préparait tout en prétendant que la littérature canadienne n'existait pas. Il ne fait aucun doute pour personne que Fournier était ardemment nationaliste et sincèrement francophile. Paradoxal peut-être, mais le polémiste n'a fait que démontrer froidement qu'on n'est pas forcé d'être esthétiquement sourd et aveugle sous prétexte qu'on aime son pays et qu'on admire le génie de

4. Paris, Rudeval, 1904.

la mère patrie. La leçon de cet épisode savoureux est de taille et nous enseigne la distance requise entre les convictions de nature idéologique et le discours critique sur les textes littéraires. Voilà ce qui sépare un Jules Fournier des épigones de Camille Roy.

Changeons maintenant d'époque et de décor pour revenir à un débat tout à fait actuel, celui de la langue d'enseignement et de la place du français à l'école. Depuis quelques années, Jean Larose poursuit sa croisade contre ce qu'il appelle le discours pédagogique communicant ou l'hypostasie du vécu dans les programmes mis en place par le ministère de l'Éducation du Québec. Dans *L'Amour du pauvre*[5], toute la première partie de l'essai est consacrée à une réflexion sur la langue et la littérature, telles qu'elles sont intégrées, ou plutôt désintégrées par la pensée qui préside à la définition des objectifs de l'enseignement secondaire et collégial. L'essayiste prend pour cibles des documents internes ou des déclarations publiques attribués à des fonctionnaires ou à des praticiens de la chose scolaire. Il n'a aucun mal à démontrer la piètre qualité d'expression, voire l'illisibilité du jargon emprunté par la bureaucratie ergotante. Larose retraduit d'abord en français cette prose indigeste avant de l'analyser et d'en constater l'indigence intellectuelle. La principale idée qui ressort des raisons pour lesquelles la littérature est tenue à l'écart de l'enseignement du français au Québec est ce que Larose appelle «une réduction instrumentale de la langue, qui procède elle-même d'une méconnaissance de ce qu'est un système symbolique (p. 11)». Cette réduction équivaut à opposer, d'une part, la langue, conçue comme outil de communication, et, d'autre part, la réalité, définie comme le vécu personnel et social de l'étudiant en situation d'apprentissage. La littérature n'a aucune place dans ce dualisme primaire, puis-

5. Montréal, Boréal, 1991.

qu'elle ne reflète rien de l'univers immédiat et de la culture médiatique du sujet «s'éduquant».

Cette pédagogie se soucie donc de préserver la familiarité à tout prix, elle privilégie absolument les signes de reconnaissance et cultive surtout le prolongement scolaire d'une sorte de cellule familiale étendue à l'essence du pragmatisme communicationnel. Pédagogie de la proximité, cette attitude craint la distance plus que la peste. À un moi encore informe, qui cherche à se saisir parce qu'il s'ignore, elle interdit précisément tout ce qui serait indispensable à l'expression de son objectivation. La différence, la découverte de l'autre, l'émerveillement de rapports inconnus entre les données brutes de l'expérience, voilà ce que la littérature offre comme denrée ordinaire à toute lecture intelligente. La pensée pédagogique ainsi mise en question par Jean Larose accuse évidemment des traits qui sont loin d'être étrangers à l'héritage du canadianisme intégral cher à la Société du parler français étudiée par Marie-Andrée Beaudet. Aussi ne faut-il pas s'étonner de lire sous la plume de Larose: «Notre culture pédagogique doit enfin être analysée comme un effet du nationalisme. (...) il s'agit toujours d'un refus de la distance entre le sujet et son langage (p. 43)». Pour le dire encore avec les mots de l'auteur de *L'Amour du pauvre,* il s'agit toujours du même délire d'orphelins.